

Fiche **SIDERURGIE, ALUMINIUM, PRODUCTION**

1. Etat des lieux des filières sidérurgie et aluminium

→ Chiffres clés

A fin 2014, **la filière sidérurgique développée**, y compris la distribution, emploie un peu moins de 50.000 salariés en direct. En y intégrant les effectifs intérimaires et ses sous-traitants spécialisés, la filière représente actuellement environ 80.000 emplois. Les derniers mouvements significatifs ont concerné l'arrêt de la production d'acier brut en Lorraine (Florange). Toutefois les groupes maintiennent des plans de productivité, favorisés par les départs naturels à la retraite de franges importantes des effectifs (7% en moyenne annuelle).

La balance commerciale demeure excédentaire en France de manière structurelle, en volume et en valeur. Plus de la moitié des 16 millions de tonnes produites est exportée et concerne les marchés de valeur ajoutée (aciers plats, aciers spéciaux et alliés, tubes pour l'énergie, notamment). Pour plus de 90%, les échanges se réalisent de manière intra-communautaire. La France est aujourd'hui confrontée à une limitation de ses capacités par l'effet conjugué des fermetures d'outils et du faible niveau d'investissements capacitaires.

Dans ce contexte, la France continuera à perdre des parts de marché sur la scène européenne et mondiale et caractérise un phénomène de désindustrialisation et de politique défensive. Au global, la filière évolue dans un marché dont les caractéristiques régionales se sont renforcées : émergence exponentielle de la Chine (50% de parts de marché mondiale contre 20% il y a 10 ans) et dans une moindre mesure de l'Inde, marchés matures en Europe et en Amérique du Nord. Au global, l'ouverture de nouvelles capacités à l'échelle mondiale a progressé plus vite que la demande dans la dernière période (2009/2014), affaiblissant les taux d'utilisation.

La filière aluminium emploie pour sa part environ 11.000 salariés en direct répartis sur 5 activités distinctes [alumine (630 emplois), aluminium primaire (1200), transformation (7900), recyclage (440) et activités connexes (1000)], pour un CA global de 4,5Mds€. A l'instar de la sidérurgie, la filière perd des emplois et des volumes (respectivement -23% et -21% sur la période 2005/2010) mais parvient toutefois à maintenir ses parts de marché en Europe. La croissance de la demande et de la production est captée par l'Asie au sens large. Ainsi, la production européenne est bien inférieure à la demande.

→ Principaux acteurs : des acteurs essentiellement sous contrôle étranger

La Sidérurgie se caractérise dorénavant par la constitution de groupes à minima Européens (ArcelorMittal, Tata Steel, Riva, Severstal) et dont les organes de contrôle se trouvent essentiellement hors de France, à l'exception de Vallourec et Eramet.

En France, ArcelorMittal pèse pour près de la moitié des emplois industriels et est le leader des produits plats. Au fur et à mesure des opérations de fusion/restructuration depuis la fin des

années 1970, la structuration des marchés aboutit à des acteurs spécialisés en amont (sans concurrence pays) et une concurrence centrée sur la distribution (KDI, Descours & Cabaud, IMS-Jacquet, ArcelorMittal, TKS). Sur ce segment, les marges sont faibles et conduisent à des regroupements d'acteurs et fermetures de petits sites.

Depuis 2009, l'ensemble des acteurs est entré dans une phase de redimensionnement des capacités industrielles avec des mises à l'arrêt temporaire (à durée indéterminée) ou définitive de plusieurs installations (dont ArcelorMittal Gandrange, Florange (2013), Aperam Isbergues, Ascométal Isbergues), ou la restructuration des réseaux de distribution (KDI notamment). Ce mouvement s'inscrit dans une logique de réduction de l'offre et des coûts des filières de production. D'autres acteurs tels que Tata Steel cherchent à sortir des pans entiers de leurs activités (produits longs) en les adossant à des investisseurs non sidérurgiques.

En 2015, plusieurs acteurs historiques en France connaissent encore des difficultés, notamment ASCO Industries (près de 1 800 salariés, victime des effets d'un rachat par LBO et de son fort endettement associé et repris en mai 2014 après un dépôt de bilan). La société Valdunes (490 emplois) a été reprise par un acteur chinois. En Italie, le sort de RIVA (acteur majeur en Europe) a été réglé temporairement par une nationalisation pour une durée de 3 ans.

La filière Aluminium offre un profil très similaire avec des acteurs européens (pas d'acteur français significatif depuis l'absorption de Pechiney par Alcan puis Rio Tinto) ou mondiaux avec une fragmentation accrue entre l'amont (mines/raffinage/aluminium primaire) sous l'impulsion des grands groupes miniers (Rio Tinto Alcan, Rusal, BHP Billinton) et la transformation avec des recompositions par fusion, l'entrée du groupe allemand Trimet et de fonds d'investissements (Constellium, Novellis). Seuls Alcoa (USA) et Hydroaluminium (Norvège), qui vient de fusionner avec Sapa, demeurent présents sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

Les principales opérations structurelles en France ont concerné la cession de 2 sites de Rio Tinto (Castelsarrasin et St Jean de Maurienne) en fin 2013 au groupe allemand TRIMET. Ce dernier apporte des investissements importants avec une stratégie de développement de ses volumes et le soutien des acteurs locaux. Par ailleurs le site de Dunkerque pourrait voir sa position confortée sous réserve du repositionnement vers l'automobile, d'investissements associés et de la stabilisation de ses prix d'accès à l'énergie électrique.

Par ailleurs, la recomposition du secteur a opéré aussi une sélection entre activités porteuses et celles plus en difficultés. Ainsi les groupes orientés (ex Constellium) vers l'aéronautique, les boîtes boissons, et l'automobile se portent bien et investissent massivement et soutiennent leurs efforts en R&D, à la faveur des crédits d'impôts associés. En revanche, le secteur de l'extrusion pour le marché de la construction est sinistré avec des sites/entreprises en situation critique et dont le repositionnement vers de nouveaux segments nécessite des investissements lourds.

2. Déterminants d'évolution

La sidérurgie est caractérisée par une irrigation très large au sein de l'économie par la diversité de ses débouchés. L'évolution de la demande est généralement assez bien corrélée avec le PIB des zones de consommation finale.

Ainsi, la profondeur et la transformation de la crise depuis 2008 a affecté de manière significative les marchés Européens dans toutes leurs composantes. Le redressement du secteur s'est confirmé en 2014 (+2,6%) mais n'est pas encore achevé. Toutefois, nous sommes réservés sur la réalité des surcapacités résiduelles en Europe eu égard aux plans de restructuration réalisés par tous les grands acteurs.

La structure des débouchés par grands marchés en Europe est la suivante : construction (35%), industrie Automobile (18%), Génie Mécanique (14%), tubes (12%), produits métalliques (14%), électroménager (4%). En 2014 et 2015, le rebond de l'automobile tire la croissance en volume et valeur.

Pour certains marchés clés, les délocalisations vers les pays d'Europe de l'Est, conduisent à pénaliser les sites installés à l'ouest et en France en particulier avec des sites en mal de renouvellement de modèle (PSA, Renault).

2014 a confirmé le rebond de la demande et 2015 devrait le confirmer. Toutefois, cette reprise est encore fragile et nécessite de s'appuyer plus solidement sur des investissements durables. Le plan dit Junker pour la nouvelle Commission Européenne espère drainer la mise en œuvre de 300 milliards d'€ d'investissements d'ici à 2022. Ce montant demeure encore insuffisant à l'échelle des PIB européens.

La filière Aluminium jouit d'une tendance de marché plus favorable sur les dernières années en travaillant sur les atouts de son poids (malgré sa moindre densité). Ainsi la consommation de l'aluminium s'est développée par substitution partielle à d'autres matériaux (l'acier notamment) dans de multiples domaines (bâtiments, automobile, emballages, ...). Le taux de croissance actuel de la demande (hors Chine) est évalué à environ 4%/an.

Le secteur demeure largement déficitaire en capacité amont, avec des records d'importations en 2014. Dans ce contexte, les prix se tiennent bien avec une décorrélation croissante avec le cours indicatif du LME au profit de « primes » « locales » et/ou « produits » ; par ailleurs les anticipations de cours tendent à se traduire par une réduction rapide des stocks dans la filière (environ 6 à 7 semaines actuellement)

3. Vision prospective : des enjeux partagés par la Sidérurgie et l'Aluminium

Plusieurs natures d'enjeux pèsent simultanément sur les 2 secteurs Sidérurgique et Aluminium

- ✚ Une pyramide des âges fortement déséquilibrée même après de nombreux plans de départs via des mesures d'âges, avec des besoins de renouvellement des compétences.
- ✚ La poursuite des efforts de R&D, dans des industries à cycle long, la mise au point partagée avec les clients amènent à préparer aujourd'hui les produits d'avenir pour les années 2025/2030. Le Crédit Impôt Recherche est un atout fort pour le maintien d'une R&D en France (exemples ArcelorMittal, Eramet, Vallourec, Ascométal, Rio Tinto Alcan, Constellium notamment).
- ✚ L'allongement de la chaîne de valeur : amont → 1^{ère} transformation → fournitures de composants.
- ✚ La régulation environnementale et des conditions de compétitivité, à la fois en Europe (coûts énergétiques, dumping social...) et avec les acteurs hors zone Euro (prix des émissions de CO₂, monnaie, conditions de travail)...
- ✚ Mais aussi avec les opportunités créées vers des modèles de consommation avec des objectifs associés de réduction des impacts environnementaux (bâtiment, isolation, allègement,...) et le développement continu des enjeux de recyclage, dont le développement d'une filière efficace pourrait donner des avantages compétitifs à long terme (accès à la ressource, traçabilité...).
- ✚ Après une période marquant un déséquilibre de compétitivité induit par une parité €/€ trop élevée, la conjonction de la baisse du prix du pétrole, des matières premières et de la parité €/€ offre à court terme de la compétitivité relative à l'industrie européenne. Toutefois, cette tendance est elle-même fragile et risque de s'assécher progressivement voire de se retourner en cas de divergence des trajectoires (ex baisse de l'€/€ et remontées des prix des matières premières).
- ✚ Les deux filières, sur de nombreux débouchés, et en particulier sur l'automobile et l'emballage demeurent de féroces compétiteurs.

4. Préconisations

- La mise en œuvre de politique de GPEC territoriale et métiers : formation en alternance, politique de fin de carrière des seniors avec tutorat. Accentuer les partenariats « écoles¹ » / industrie » afin de repositionner la nécessité de maintenir une industrie performante sur le territoire et remettre en évidence les besoins en emplois et pas seulement de haut niveau.
- La CFE-CGC s'associe à toute initiative visant à valoriser l'attractivité de la filière sidérurgique et ses métiers qui souffrent d'un déficit de reconnaissance auprès du grand public.

¹ Education nationale (collèges, lycées et lycées professionnels) mais également enseignement supérieur.

- Intervenir tant au niveau national (Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique, mais aussi Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de l'Energie) qu'au niveau européen au sein de toutes les instances publiques pour faire prendre conscience aux acteurs politiques des enjeux sociaux et environnementaux propres à la sidérurgie (quotas d'émissions de CO₂ en particulier).
- Donner de la visibilité aux consommateurs dits électro-intensifs en matière de compétitivité prix avec des contreparties en matière d'investissements (R&D et équipements industriels), d'emplois (formation, renouvellement suite aux départs à la retraite...).
- Développer encore plus les relations avec les clients en termes d'innovation et de débouchés des nouveaux procédés et produits (susciter les futurs besoins que peuvent solutionner ces matériaux) aussi bien chez les gros clients sur les marchés traditionnels que chez les petites entreprises à la pointe du développement.
- Renforcer les initiatives de développement des activités de recyclage afin de renforcer la compétitivité globale de la filière (coûts énergétiques, émission de CO₂, industries non délocalisées). La poursuite des travaux sur des procédés de productions permettant de réduire les émissions de CO₂ ou de valoriser ces gaz dans d'autres applications à imaginer (programme R&D LIS à la suite du projet ULCOS abandonné dans sa version initiale faute de pouvoir industrialiser la partie enfouissement du CO₂-rejet des Etats européens-)
- Développement d'une filière électrique favorisant la flexibilité industrielle (vs Haut Fourneau) et le recyclage des aciers, ce qui implique de conserver en France un atout compétitivité sur le tarif de l'électricité. Pourquoi ne pas envisager une production de pré-réduit de minerai de fer à partir de gaz de houille ?

